

PAR COURRIEL

Montréal, le 1^{er} juin 2023

Monsieur Luc Provençal
Président
Commission de la santé et des services sociaux
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires, 3^e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

Objet : Lettre privée à l'intention de la Commission de la santé et des services sociaux en regard du projet de loi n° 15, *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace*

Monsieur le Président,

Medtech Canada est l'association nationale qui représente l'industrie canadienne des technologies médicales. Au Québec, elle compte plus de 369 entreprises d'équipements, de dispositifs et de services utilisés dans le diagnostic et le traitement des maladies et des problèmes de santé. Le secteur des technologies médicales représente près de 14 000 emplois au Québec. Depuis plus de 40 ans, Medtech Canada travaille et collabore avec les gouvernements, les prestataires et les patients afin de contribuer à l'amélioration de la santé des Canadiens et à la pérennité du système de soins de santé.

Nous vous interpellons aujourd'hui en votre qualité de président de la [Commission de la santé et des services sociaux](#) (Commission) afin de vous partager nos commentaires et recommandations à l'égard du [projet de loi n° 15, Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace](#) (PL15). Nous sommes particulièrement concernés par cette modification législative qui affectera les organisations avec lesquelles nous œuvrons quotidiennement avec l'objectif commun d'améliorer la qualité des soins au Québec, notamment en ce qui concerne les approvisionnements publics en technologies médicales.

Dans un premier temps, soulignons que c'est avec grand intérêt que Medtech Canada a pris connaissance de ce projet de loi déposé par le ministre de la Santé, M. Christian Dubé. En essence, nous appuyons le principe qui guide cette grande réforme du réseau de la santé et des services sociaux. En effet, nous sommes d'avis que la séparation proposée entre le secteur opérationnel et les grandes orientations ministérielles insufflera une dose de flexibilité fort appréciée dans la gestion quotidienne des usagers du réseau, tout en renforçant les mesures d'imputabilité telles que des indicateurs de performance. Ces derniers permettront aux dirigeants des établissements de santé, sous la gouverne de Santé Québec, de compter sur les outils dont ils ont besoin pour améliorer l'expérience des usagers tout au long de leur trajectoire de soins.

...2

En outre, Medtech Canada est également d'avis que le projet de loi doit favoriser plus clairement l'innovation, notamment dans le cadre du financement axé sur le patient (FAP). Nous reconnaissons que cet outil budgétaire peut jouer un rôle important dans l'innovation des pratiques cliniques et des technologies médicales. Ceci étant, nous croyons que le gouvernement pourrait et devrait maximiser son levier de performance en ayant recours au FAP pour développer et soutenir ses objectifs d'amélioration des résultats cliniques.

Nous sommes toutefois d'avis que la réglementation tenant compte de l'introduction récente de la notion de « recherche de la meilleure valeur dans l'intérêt public » dans la [*Loi sur les contrats des organismes publics*](#) (Loi) se fait attendre. Nous avons la conviction que l'efficacité du réseau de la santé et des services sociaux rime avec « valeur » et « innovation » dans les approvisionnements publics en santé, notamment en technologies médicales. En toute pertinence avec le PL15, il est important que des amendements puissent être apportés pour que soient ratifiés ces deux incontournables aspects – le tout dans une perspective de qualité des services aux usagers.

Enfin, nous observons des similarités avec la proposition phare du PL15, soit la création de Santé Québec, et ce, qui a déjà été faite dans d'autres juridictions provinciales au Canada. Pensons par exemple aux agences publiques comme la AHS en Alberta, la NSHA en Nouvelle-Écosse, la PHSA en Colombie-Britannique et à Santé Ontario dans la province voisine. Cependant, nous jugeons qu'il serait avisé que l'implantation de Santé Québec se fasse dans des délais raisonnables et suive un plan structuré et transparent.

Nos constats et commentaires étant présentés, nous profitons de l'occasion pour formuler trois recommandations qui sauront, à nos yeux, bonifier le PL15 et lui permettra d'atteindre ses ambitieux, mais nécessaires, objectifs d'amélioration de la qualité des soins et des services sociaux, au grand bénéfice de tous les usagers. Ainsi, Medtech Canada recommande :

1. Que le PL15 modifie la *Loi sur les contrats des organismes publics* afin de tenir compte de la valeur et de l'innovation dans les approvisionnements publics en santé;
2. Que le PL15 favorise plus clairement l'innovation, en misant notamment davantage sur le financement axé sur le patient pour que Santé Québec puisse permettre l'adoption accélérée de pratiques innovantes;
3. Que le gouvernement s'assure d'une transition rapide lors du processus d'implantation de Santé Québec.

Afin d'assurer un suivi approprié à la présente, nous vous demandons de déposer cette lettre à titre de mémoire auprès de la Commission. Ceci permettrait, nous en sommes persuadés, de contribuer à l'atteinte de nos objectifs communs.

Veillez recevoir, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

La présidente-directrice générale,



Nicole DeKort

- p. j. Amendement adopté – projet de loi n° 12, *Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics*
- c. c. M. Christian Dubé, ministre de la Santé
M. André Fortin, porte-parole de l'opposition officielle en matière de santé
M. Vincent Marissal, porte-parole de la deuxième opposition en matière de santé
M. Joël Arseneau, porte-parole de la troisième opposition en matière de santé

Am 1
Art. 1
(2)

AMENDEMENT

Projet de loi n° 12

LOI VISANT PRINCIPALEMENT À PROMOUVOIR L'ACHAT QUÉBÉCOIS ET RESPONSABLE PAR LES ORGANISMES PUBLICS, À RENFORCER LE RÉGIME D'INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES ET À ACCROÎTRE LES POUVOIRS DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

ARTICLE 1 (article 2 de la Loi sur les contrats des organismes publics)

À l'article 1 du projet de loi :

1° remplacer le paragraphe 2° de l'article 1 du projet de loi par le suivant :

« 2° par le remplacement, dans le paragraphe 4°, de « tienne compte des orientations gouvernementales en matière de développement durable et d'environnement » par « s'inscrive dans la recherche d'un développement durable au sens de la Loi sur le développement durable (chapitre D-8.1.1) ». »;

2° ajouter le paragraphe suivant :

« 3° par l'insertion, après le paragraphe 4°, du suivant :

« 4.1° la recherche de la meilleure valeur dans l'intérêt public; ». ».

Adopté
SPR